

Eléments de conjoncture francilienne

(dernières données disponibles, au 21 mars 2023)

L'épidémie de Covid-19 a provoqué un coup de frein d'une ampleur inédite en 2020 ; alors que l'année 2023 débute, le rebond n'est toujours pas complet et reste incertain du fait de la guerre en Ukraine et des conséquences économiques qui en découlent. Ainsi, le trafic de Paris Aéroport en février 2023 a encore été inférieur de 8,0 % à celui de février 2019, le taux de chômage en Ile-de-France n'est plus inférieur que de 0,2 point au taux en France métropolitaine, etc.

Créations d'entreprises

(dern. information disponible : 4^e trimestre 2022)

Au quatrième trimestre 2022, le nombre de créations d'entreprises en Ile-de-France s'est élevé à 81 186. Ce volume a représenté **une hausse de 13,7 %** par rapport au quatrième trimestre 2021 ; sur la période, les créations d'entreprises « classiques » dans la région ont augmenté de 5,9 % sur un an tandis que le nombre de micro-entrepreneurs a crû de 19,4 %. Sur l'ensemble de 2022, le nombre de créations d'entreprises en Ile-de-France (291 484) a enregistré une hausse de 3,5 % comparativement à 2021.

Défaillances d'entreprises

(dern. information disponible : 3^e trimestre 2022)

2 020 défaillances d'entreprises ont été recensées en Ile-de-France au troisième trimestre 2022, soit **une augmentation de 60,3 % sur un an** ; malgré cette orientation haussière, le volume de défaillances reste contenu dans la région puisque, au troisième trimestre 2022, il s'est avéré inférieur de respectivement 5,0 % et 14,4 % à ceux des mêmes trimestres de 2019 et de 2018. Au plan national, la tendance a également été à une remontée des défaillances : + 69,3 % par rapport au troisième trimestre 2021 mais - 11,6 % et - 20,0 % par rapport aux troisième trimestres 2019 et 2018.

Taux de chômage

(dern. information disponible : 3^e trimestre 2022)

Nettement reparti à la hausse au plus fort de la crise sanitaire, **le taux de chômage francilien** s'est d'abord réduit fin 2020, puis stabilisé entre 7,5 % et 7,7 % début 2021 avant de se replier nettement au quatrième trimestre 2021 ; en 2022, il s'est réduit de 0,2 point au premier semestre, puis de 0,1 point au troisième trimestre **pour atteindre 6,9 %**. Au plan national, le reflux du taux de chômage a été plus marqué et celui-ci s'est élevé à 7,1 % en France métropolitaine au troisième trimestre 2022, soit quasiment le même niveau que celui observé en Ile-de-France alors que l'écart était de 0,7 point au profit de la région-capitale fin 2019.

Emploi salarié privé

(dern. information disponible : 3^e trimestre 2022)

La crise sanitaire a provoqué une forte baisse du niveau de l'emploi salarié privé en Ile-de-France alors que celui-ci avait augmenté de manière continue pendant 7 ans : l'économie francilienne a ainsi perdu plus de 100 000 emplois privés en 2020. **L'emploi francilien** s'est redressé en 2021 et a continué à le faire début 2022, en augmentant notamment de 0,8 % sur un trimestre au troisième trimestre ; il **dépasse désormais de 3,7 % son niveau de fin 2019**. Au plan national, l'emploi est également favorablement orienté (+ 0,6 % sur un trimestre au troisième trimestre 2022 en France métropolitaine) ; toutefois, il est à noter que le rebond est plus marqué qu'au niveau francilien ; ainsi, l'emploi salarié privé dans l'hexagone est supérieur de 4,3 % à son niveau de la période ayant précédé la pandémie.

Immobilier d'entreprises

(dern. information disponible : 4^e trimestre 2022)

La demande placée de bureaux en Ile-de-France s'est élevée à 602 300 m² au quatrième trimestre 2022 ; elle s'est ainsi **repliée de 11,3 % par rapport au quatrième trimestre 2021 et de 21,6 % par rapport à la même période de 2019**. Par conséquent, le volume de commercialisations sur l'ensemble de 2022 a dépassé le cap des 2 000 000 m² (2 108 300 m²) mais est resté inférieur aux quelque 2 500 000 m² affichés en moyenne de 2016 à 2019.

Fréquentation hôtelière

(dern. information disponible : 4^e trimestre 2022)

Orientée à la hausse de fin 2016 à fin 2018, la fréquentation hôtelière en Ile-de-France avait déjà marqué le pas, sur fond de mouvements sociaux, en 2019. L'épidémie de Covid-19 a ensuite provoqué une décélération bien plus marquée ; ainsi, en 2020, le volume de nuitées dans les hôtels franciliens a chuté de 67,9 % par rapport à 2019 (- 51,5 % en France métropolitaine). L'Ile-de-France est ensuite restée longtemps affectée par la crise sanitaire ; toutefois, **à partir de mi-2022, le nombre de nuitées hôtelières dans la région a retrouvé et même dépassé ses niveaux de 2019** (respectivement + 0,1 % au troisième trimestre 2022 et + 3,7 % au quatrième).

Trafic passagers de Paris Aéroport

(dern. information disponible : février 2023)

La tendance favorable observée jusqu'en 2019 pour le trafic passagers de Paris Aéroport s'est brutalement interrompue à partir de la première vague de Covid-19 au printemps 2020 ; sur l'ensemble de 2020, le repli avait ainsi été de 69,4 % par rapport à l'année précédente. En 2021, le nombre de passagers de Paris Aéroport s'est redressé et s'est élevé à 41,9 millions (contre 33,1 millions en 2020 mais contre 108,0 en 2019). En 2022, la reprise s'est accélérée mais le nombre de passagers a encore atteint que 86,7 millions. **En février 2023, le trafic passagers d'Orly et Roissy a représenté 92,0 % de celui du même mois de 2019**.

[Dernières informations concernant la France]

Le PIB français s'est redressé tout au long des quatre trimestres de 2021 avant de caler au premier trimestre 2022 (- 0,2 %) ; la « récession technique » a toutefois été évitée, la croissance ayant atteint + 0,5 %, + 0,2 % et + 0,1 % aux trimestres suivants. Sur l'ensemble de 2022, la croissance s'est élevée à + 2,6 %. Dans ce contexte, le taux de chômage s'est élevé à 7,0 % en France métropolitaine au quatrième trimestre 2022, soit l'un de ses plus bas niveaux depuis le printemps 2008 (7,0 % également) ; parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) en France métropolitaine (2,81 millions en janvier 2023), a augmenté de 0,2 % sur un mois en décembre dernier avant de repartir à la baisse en janvier (- 0,3 %).